



L'ascenseur social en panne?

Comment promouvoir la mobilité sociale

Où en est la France?

Dans de nombreux pays, les personnes qui se situent au bas de l'échelle des revenus ont peu de chances de gravir les échelons, alors que celles qui se trouvent au sommet y restent - l'ascenseur social est en panne. Cela a des conséquences économiques, sociales et politiques. Un manque de mobilité sociale en bas de l'échelle implique que la société passe à côté de nombreux talents, et ce au détriment de la croissance économique potentielle. Le manque de mobilité sociale réduit également le bien-être et la cohésion sociale. La mobilité sociale est faible en bas de l'échelle – ce qui génère un "plancher adhérent". Il existe aussi un "plafond adhérent" en haut de l'échelle des revenus, parce que ceux qui y sont y restent pour longtemps. Par ailleurs, il y a un risque non négligeable pour des ménages de revenus moyens de connaître des chutes de revenu au cours de leur vie.

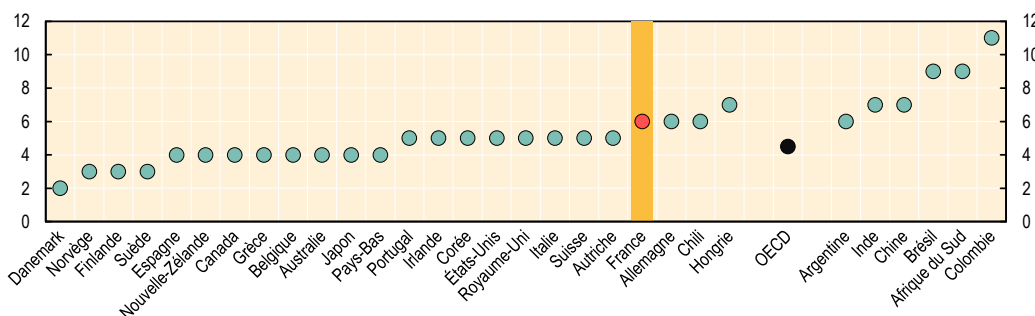
La mobilité sociale en France

En France, l'opinion selon laquelle la fortune et les avantages des parents jouent un rôle majeur dans le destin des individus est très répandue (44% des individus sont d'accord pour dire que l'éducation des parents est importante pour progresser dans la vie). Cette perception est plus prononcée que dans la plupart des pays (37% des gens sont d'accord avec la même affirmation dans les pays de l'OCDE en moyenne). Les gens sont également pessimistes quant à leurs chances de voir leur situation financière s'améliorer : seule une minorité de personnes (29%) s'attend à ce que leur situation financière s'améliore en 2015. En 2018, 53 % des Français ont classé "statut et confort de l'enfant" parmi leurs trois plus grandes

préoccupations à long terme pour eux-mêmes ou leur famille proche.

Et il semble en effet, qu'en France, le statut socio-économique se transmette largement d'une génération à l'autre. Compte tenu de la mobilité des revenus d'une génération à l'autre ainsi que du niveau d'inégalité des revenus en France, il faudrait ainsi six générations pour que les enfants nés dans une famille au bas de la répartition des revenus atteignent le revenu moyen, contre 5 dans l'OCDE en moyenne (Figure 1).

Figure 1. En France, il faudrait 6 générations pour que les descendants de familles modestes atteignent le revenu moyen (Estimation du nombre de générations)



Note: Ces estimations reposent sur la persistance (élasticité) de revenus du travail entre père et fils. Les familles modestes sont définies comme appartenant au premier décile de revenu, i.e. les 10% situés au bas de la distribution. <http://dx.doi.org/10.1787/888933761910> Source: L'ascenseur social en panne? Chapitre 1

Les dimensions de la mobilité sociale – Immobilité en bas et en haut

La mobilité sociale présente de multiples facettes. On parle de mobilité intergénérationnelle quand on compare le statut des personnes avec celui de leurs parents en termes de revenus, de profession, de santé ou d'éducation. On parle de mobilité intra-générationnelle quand on s'intéresse aux changements de revenus des individus au cours de leur vie.

La mobilité sociale entre les générations n'est pas uniforme

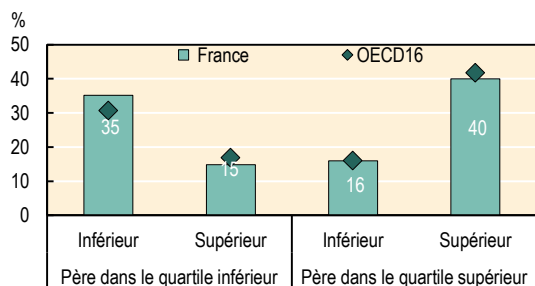
- **Revenus** : En France, 35 % des hommes dont le père a de faibles revenus d'activité ont eux-mêmes de faibles revenus d'activité une fois adultes – c'est

un peu plus que la moyenne OCDE (31 %) ; seulement 15 % d'entre eux parviennent à atteindre le groupe des revenus d'activité les plus élevés (figure 2). A l'opposé, 40 % des personnes dont le père a des hauts revenus ont eux-mêmes des hauts revenus.

- **Catégorie socio-professionnelle** : Les enfants de cadres sont deux fois plus susceptibles de devenir cadres eux-mêmes que les enfants de travailleurs manuels. Ce chiffre est proche de la moyenne de l'OCDE.
- **Éducation** : Plus des deux tiers (68 %) des enfants dont les parents sont diplômés du supérieur obtiennent un diplôme d'études supérieures en

France. C'est le cas de moins d'un cinquième (17 %) des enfants dont les parents à faible niveau d'étude le font. Ces chiffres sont de respectivement 63 % et 13 % dans les pays de l'OCDE.

Figure 2. Pourcentage de fils dans les quartiles de revenu inférieur (et supérieur) suivant la position du père



Source: *L'ascenseur social en panne ?* Chapitre 1

Dans l'ensemble, la France affiche une mobilité relativement faible par rapport aux autres pays, notamment en matière de revenus du travail. mais pas uniquement (Figure 3). La mobilité mesurée en termes de catégorie socio-professionnelle est également faible.. Ce même schéma s'applique à d'autres pays d'Europe continentale, notamment l'Allemagne. En revanche, dans la plupart des pays nordiques, par exemple au Danemark, la mobilité sociale est plus élevée dans toutes les dimensions.

Le système éducatif français joue certainement un rôle pour expliquer le manque de mobilité sociale en bas de l'échelle. La mobilité en matière d'éducation est loin de celle observée dans les pays les plus performants (Corée, Canada, Japon) et demeure inférieure à la moyenne OCDE. Malgré l'accès généralisé à l'éducation de la petite enfance et la gratuité du système d'éducation, les chances de réussite professionnelle des jeunes dépendent fortement du quartier dans lequel ils grandissent et du niveau de capital humain et social de leurs parents.

Mobilité du revenu au cours de la vie : persistance élevée en bas et en haut de l'échelle.

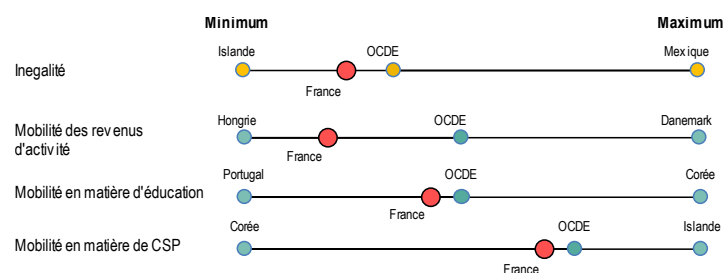
En France, la mobilité des revenus des individus au cours de leur vie est limitée, en particulier en haut et en bas de l'échelle.

- Les personnes du quintile inférieur de revenu (les 20 % des personnes ayant les revenus les plus faibles) ont peu de chances de gravir l'échelle des revenus sur une période de quatre ans, 64 % restant bloqués en bas. Cette immobilité en bas de l'échelle a augmenté depuis les années 1990.
- Au sommet, l'immobilité encore plus forte - 67% des personnes faisant partie des 20% des revenus les plus élevés y restent sur une période de quatre ans.

Le manque de mobilité au bas de l'échelle en France s'explique en partie par le niveau du chômage de longue durée. Les personnes sans emploi qui acceptent un emploi sont également moins susceptibles de gravir l'échelle des revenus, notamment parce qu'un certain nombre d'entre elles se retrouvent dans des contrats de courte durée.

En revanche, la France réussit relativement bien à amortir l'impact d'événements familiaux tels que le divorce ou la naissance d'un enfant. Le taux élevé de participation des femmes au marché du travail et leur inscription dans des structures d'accueil institutionnalisées jouent un rôle majeur dans l'atténuation de ces effets.

Figure 3. Inégalité et mobilité en France



Source: *L'ascenseur social en panne ?* Chapitre 1

Comment promouvoir la mobilité sociale ?

Il n'y a rien d'inéluctable dans la transmission des avantages ou des désavantages socio-économiques d'une génération à l'autre. Les différences de mobilité sociale constatées d'un pays à l'autre suggèrent qu'il est possible de mettre en œuvre des politiques visant à rendre les sociétés plus mobiles et à protéger les ménages des conséquences négatives des chocs de revenus. Des politiques renforçant les dimensions-clés du bien-être, l'accès à plus d'autonomie et le développement des capacités sont nécessaires pour alléger le fardeau que constituent des conditions de départ défavorables dans la vie. En France, certaines des priorités politiques pourraient porter sur les objectifs suivants:

Objectif #1

Réduire les écarts scolaires entre les enfants issus de milieux socio-économiques différents en apportant un soutien sur mesure aux écoles accueillant des enfants issus de milieux défavorisés; poursuivre les efforts pour réduire le taux de décrochage scolaire au collège et au lycée.

Objectif #2

Réduire le chômage de longue durée, (i) en apportant un soutien plus efficace aux demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus ; (ii) en améliorant le profilage et en renforçant les incitations au retour à l'emploi; (iii) en mettant l'accent sur les interventions précoces (avant l'inscription au chômage) ; (iv) en encourageant la création d'emplois de bonne qualité; et (v) en améliorant l'efficacité et la couverture de la formation professionnelle.

Objectif #3

S'attaquer aux inégalités territoriales, qui se cumulent souvent selon plusieurs dimensions, telles que l'éducation préscolaire, l'emploi, les services et les transports mais aussi l'accès à la formation. Chercher à limiter la concentration géographique de la pauvreté et promouvoir la mixité sociale par des politiques de logement public mieux ciblées et la rénovation urbaine.